

OPINIONS

Le Maroc: une drôle de démocratie

Par Abdelghani Boustia

●●● *Secrétaire national aux relations extérieures du Parti de l'Avant-garde Démocratique Socialiste (PADS), Abdelghani Boustia s'interroge sur la démocratie dans son pays, le Maroc. Explications.*

Les méthodes utilisées pour «élire» le parlement marocain en 1993 ont atteint un niveau inégalé en falsification sophistiquée et quasi-mathématique. Les dosages ont été subtilement calculés pour qu'aucune formation ou famille politique à elle seule ne puisse constituer de majorité. Il s'agit ainsi d'un parlement «à géométrie variable» qui permet de faire et défaire à volonté majorité et gouvernement selon les désirs du pouvoir central.

Plusieurs mois après l'élection de ce parlement, le gouvernement antérieur continuait toujours à gouverner et à décider de la destinée du pays!...

Le nouveau gouvernement de M. Karim Lamrani, dit de technocrates, fut désigné en dehors de toute logique parlementaire. Il devait, semble-t-il, assurer l'intérim en attendant un gouvernement d'union ou de coalition nationale. Mais les tractations à ce propos avec l'opposition parlementaire n'ont pas abouti.

Sans raison politique visible, M. Lamrani fut démis de ses fonctions et remplacé par son ex-ministre des Affaires étrangères M. Filali, qui hérite strictement du même gouvernement de technocrates.

S'ouvre alors l'ère des tractations concernant l'alternance. Non pas une alternance issue des urnes et voulue par les citoyens, mais celle que l'on décide a priori et que l'on façonne grâce à la géométrie variable.

Il s'agit de faire participer l'opposition parlementaire au gouvernement en lui garantissant d'avance le soutien d'un

parlement où elle ne possède pas de majorité.

Echec à l'alternance

Après plusieurs mois d'immobilisme politique et d'incertitude, les tractations à propos de «l'alternance» échouèrent à leur tour, décevant de façon marquante les espoirs qui y ont été mis aussi bien à l'intérieur qu'à l'étranger.

La raison de l'échec de «l'alternance» fut centrée médiatiquement sur le différend concernant la reconduction du «super-ministre» de l'Intérieur et de l'Information. Les pouvoirs débordants et les prérogatives hégémoniques de son ministère font de ce dernier un véritable gouvernement dans le gouvernement...

Suite à cet échec, c'est le gouvernement qui est démissionné en bloc cette fois-ci, alors que son Premier ministre, M. Filali, est maintenu dans ses fonctions et chargé de proposer un nouveau gouvernement!... Après les technocrates, place aux politiques.

Cependant, M. Filali qui n'appartient pas à la majorité parlementaire, n'est nullement obligé, au regard de la présente constitution, de proposer des ministres issus de cette majorité. Mais le soutien de celle-ci lui est acquis d'avance du moment qu'il a été nommé Premier ministre.

Une drôle de démocratie? Non, seulement un jeu de façade conforme à une constitution octroyée et «votée» à plus de 99% (fameuse technique parlant d'elle-même) et des élections truquées et subtilement dosées pour permettre ce jeu à volonté, quitte à franchir les limites de la décence...

Il est grand temps pour les forces démocratiques de notre pays de se rassembler pour faire aboutir, par la lutte démocratique conséquente et unitaire, les revendications constitutionnelles et politiques urgentes de notre peuple, et en particulier:

- La révision globale et radicale de la constitution afin d'asseoir les fondements de l'Etat de droit et de la démocratie: souveraineté du peuple, séparation des pouvoirs, gouvernement et Premier mi-

nistre issus de la majorité et responsables devant le parlement (et non pas l'inverse...), élections libres et honnêtes... etc.

- L'annulation des élections notoirement truquées, et la réélection d'institutions démocratiques réellement représentatives, sans fraude ni intervention de l'administration, et sous le contrôle d'un organisme national indépendant, et la garantie d'institutions internationales.

Sans l'instauration des fondements de la démocratie, la crise politique ira s'amplifiant et s'aiguissant.

Les centres de pouvoir économique sont occupés via le clientélisme et les moyens douteux. Les arrivistes et agents de pouvoir donnent libre cours à la mauvaise gestion. La route est barrée à des dizaines de milliers de jeunes diplômés, privés de contribuer au développement de leur pays.

Rompre le cercle vicieux

La crise politique nourrit la crise économique et vice-versa. Et le terrain se prépare jour après jour pour la floraison de maladies sociales et de phénomènes de refus, d'intégrismes et de rejets de toutes sortes.

Plus que jamais, le choix se pose de façon cruciale entre deux alternatives opposées:

- Faire durer la politique antipopulaire qui sévit depuis l'indépendance, et le jeu de démocratie factice qui l'accompagne.

- Instaurer le changement démocratique nécessaire. Le cercle vicieux: crise économique-crise politique ne peut être rompu que politiquement par des réformes démocratiques profondes permettant à notre pays de saisir sa chance et d'ouvrir la voie du développement et du progrès.

Le temps ne joue pas en faveur de la démocratie, la misère rampante et l'analphabétisme non plus.

D'où encore une fois l'urgence du rassemblement de toutes les forces vives, de tous les patriotes et démocrates, pour faire aboutir les revendications démocratiques salutaires.